



Organisation des Nations Unies

## Transcription de la conférence de presse « ONE UN » en RDC Mercredi 20 septembre 2017

La conférence de presse des Nations Unies était animée à partir de Kinshasa par Florence Marchal, porte-parole par intérim de la MONUSCO et Joseph Mankamba Dibaya Représentant de l'équipe pays des Nations Unies et, à partir de Goma, par le Capitaine Adil Esserhir, porte-parole militaire par intérim de la MONUSCO.

Cette conférence de presse a également connu la participation à Kinshasa du Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO, le Général Bernard Commins et du Directeur du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme, Jose Maria Aranaz.

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Bonjour à tous, auditrices et auditeurs de Radio Okapi, merci aux journalistes ici à Kinshasa et à Goma d'être avec nous ce matin pour cette nouvelle conférence de presse.

Aujourd'hui nous avons deux invités, le commandant adjoint de la Force de la MONUSCO, le Général Commins et Jose Maria Aranaz en charge du Bureau conjoint des droits de l'homme qui se joindront à moi pour répondre à vos questions dans la seconde partie de cette conférence.

A mes côtés également Joseph Mankamba Dibaya qui représente l'équipe de pays des Nations Unies.

Pour commencer, une information tombée cette nuit et relative à la réunion sur la République démocratique du Congo qui s'est tenue hier en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York.

Les participants à cette réunion, à laquelle a pris part la RDC, ont réaffirmé le rôle central de l'accord du 31 décembre 2016 et ont appelé à sa mise en œuvre intégrale afin de permettre la tenue d'élections libres, justes, crédibles et pacifiques.

A cette fin, ils ont retenu l'idée d'une approche coordonnée impliquant les Nations Unies, l'Union africaine, l'Union européenne, l'Organisation internationale de la Francophonie et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) pour soutenir la Commission électorale nationale indépendante dans la préparation des élections.

Ils se sont ainsi entendus sur la mise en place d'une équipe d'experts de ces différentes organisations, une équipe chargée de faciliter la mobilisation du soutien nécessaire à la fois aux niveaux politique, technique, financier et logistique.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

Les participants à cette réunion, tout en reconnaissant les progrès accomplis par la CENI pour la révision du fichier électoral, ont souligné le besoin de publier rapidement un calendrier électoral et d'établir le budget du cycle électoral.

Ils ont également appelé les autorités congolaises à prendre des mesures de confiance additionnelles, au respect scrupuleux des droits de l'homme et à lutter contre l'impunité, afin de créer un environnement favorable au déroulement du processus électoral.

Ils ont aussi évoqué la crise humanitaire que connaît actuellement le pays et ont appelé à un renforcement de la mobilisation internationale afin de soulager les souffrances des personnes dans le besoin.

Dernier point : celui de l'importance de la coopération régionale pour répondre aux cycles récurrents de violence.

L'intégralité de la note, produite hier par le siège, vous sera remise à l'issue de cette conférence de presse.

Je souhaiterais maintenant revenir sur les affrontements meurtriers survenus vendredi dernier à Kamanyola dans la province du Sud-Kivu entre des demandeurs d'asile et des réfugiés burundais et les forces de sécurité et de défense congolaises.

Le bilan est de 38 victimes parmi les réfugiés, dont 13 femmes et un enfant, un militaire des FARDC et plus de 120 blessés.

En réponse à ces terribles violences, la MONUSCO protège les réfugiés et demandeurs d'asile qui se sont regroupés à proximité de sa base à Kamanyola, elle a pris en charge, avec le HCR, les blessés et a évacué par hélicoptère et par la route 32 d'entre eux vers les hôpitaux de Bukavu et de Goma.

Soutien également dans la médiation entre les communautés avec le déplacement lundi sur place du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour les opérations et l'Etat de droit, M. David Gressly, qui a rencontré les autorités locales et les réfugiés.

La Mission mène également des enquêtes afin de déterminer avec précision les circonstances des affrontements.

Je vous rappelle que dès le lendemain des affrontements, nous avons publié un communiqué de presse dans lequel le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, M. Maman Sidikou, condamnait toute forme de violence entre communautés et déclarait être profondément choqué par le nombre élevé de victimes civiles venues chercher refuge en RDC.

Une autre situation préoccupe la MONUSCO, c'est celle observée dans les prisons congolaises. De nombreux rapports font état de détenus qui sont morts de faim ou qui sont sévèrement malnutris.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

A plusieurs reprises, la MONUSCO a soulevé cette question avec les autorités congolaises, aux niveaux provincial et central.

La Mission rappelle que la responsabilité de nourrir les personnes incarcérées revient au Gouvernement congolais et appelle les autorités à débloquer immédiatement des fonds afin que les détenus cessent de mourir de faim.

La MONUSCO, dans le cadre de son mandat de protection des civils, soutient les autorités congolaises pour la sécurisation des prisons. Notre assistance concerne l'amélioration des conditions d'incarcération ainsi que la gestion des détenus. Mais, nous le rappelons, la distribution de vivres aux détenus relève de la seule responsabilité du Gouvernement.

La finalité de tout cela, c'est de vivre ensemble, en paix. Et c'est justement demain que sera célébrée la journée internationale de la paix dont le thème est cette année « Ensemble pour la paix : Respect, dignité et sécurité pour tous. ».

Cette journée sera commémorée dans plusieurs localités de RDC avec l'organisation de plusieurs activités : une cérémonie officielle ici demain jeudi à Kinshasa, ateliers et réunions de réflexion sur le thème de la paix. Tous les détails se trouvent dans une note qui vous sera distribuée à la fin de cette conférence.

Voilà pour ma partie, je vais maintenant passer la parole au Capitaine Adil qui se trouve à Goma et qui va nous faire le point de la situation sécuritaire. Capitaine Adil, c'est à vous.

**Porte-parole militaire par intérim de la MONUSCO [Capitaine Adil Esserhir] :** Merci, bonjour. Les principales informations cette semaine nous viennent du territoire de Beni et du Nord-Kivu.

Dans le territoire de Beni, le 17 septembre 2017, un casque bleu tanzanien a été tué et un autre a été grièvement blessé alors que les troupes onusiennes de la base Mamundioma ripostaient à une attaque perpétrée par des membres présumés des Forces Démocratiques Alliées (ADF) contre une position des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) située à 500 mètres de la base de la MONUSCO. Des renforts ont été envoyés et des unités de la Brigade d'intervention (FIB) ont été placées en alerte renforcée pour parer à toute éventualité.

Les 18 et 19 septembre 2017, le commandant de la Force MONUSCO, le Lieutenant-Général Derrick Mgwebi s'est réuni et a interagi avec les autorités locales, les représentants des communautés et la société civile lors de sa visite opérationnelle dans le territoire de Lubero. Ces entrevues ont cherché à trouver des solutions collectives aux défis de sécurité récurrents dans la région.

Plus tôt, le commandant de la Force a fait ses adieux aux membres de la compagnie népalaise et à la batterie d'artillerie tanzanienne qui sont parmi les cinq autres unités qui devront être rapatriées dans leur pays d'origine suite à une réduction récente de l'allocation budgétaire à la mission.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

Pour disposer d'une meilleure capacité de réaction, la Force a redéfini les limites entre secteurs afin de rééquilibrer les zones de responsabilité et pouvoir déployer ses unités de manière plus souple.

Par ailleurs, des opérations militaires, se poursuivent actuellement dans les territoires de Lubero et Rutshuru dans le but de protéger les populations contre l'activisme des groupes armés.

C'est ainsi que le 16 septembre 2017, une base opérationnelle (SCD) a été déployée à Miriki où se sont affrontés des éléments appartenant aux Nduma Defense of Congo / Rénové (NDC /R) et Mayi Mayi Mazembe. Cette intervention a permis de chasser ces forces négatives de cette zone garantissant de ce fait une normalisation de la situation et le retour de plus de 200 familles vers leurs habitations.

Cette action illustre bel et bien le nouveau mode opératoire de la force, basé sur la mobilité et la flexibilité et qui vise à garantir "la Protection par la Projection".

Ce concept consiste à maintenir une présence adéquate de force dans les zones perturbées en tout temps, empêchant ainsi tout incident indésirable via l'établissement de bases opérationnelles temporaires.

Enfin, au chapitre des redditions, 22 enfants soldats, dont six filles de différents groupes armés, ont été extraits de la zone générale de Nyabiondo au Nord-Kivu lors d'une mission lancée par la Force MONUSCO du 15 au 16 septembre 2017 à partir de la COB Sake.

Il s'agit de deux appartenant à Nduma Defense of Congo (NDC /Rénové), sept de Raia-Mutomboki (Shebi) et 13 enfants soldats appartenant aux Mayi Mayi Kifuafua.

Ces redditions sont le fruit des interactions et des contacts établis auparavant par les troupes lors des opérations précédentes avec les notables et la population locale pour encourager les cadres de différents groupes armés à se rendre et rejoindre le processus DDR. Merci pour votre attention.

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Capitaine Adil, je vous remercie.

Retrouvons maintenant Joseph Mankamba Dibaya qui va nous présenter les actualités de l'équipe de pays.

**Représentant de l'équipe pays des Nations Unies [Joseph Mankamba] :** Bonjour à tous, Actualité oblige, nous allons commencer par la crise dans la région du Kasai.

A l'issue de leurs récentes missions d'évaluation dans la région, les acteurs humanitaires ont noté le retour de 60 à 90 % de la population dans certaines localités des provinces de la Lomami et du Kasai. Des mouvements similaires ont été signalés lors des missions précédentes pour la partie urbaine du Kasai central et les provinces de Sankuru et du Kasai oriental. Ce retour a été motivé, d'une part par la

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

relative accalmie sécuritaire dans les milieux d'origine, et d'autre part par les conditions de vie précaires dans les milieux de déplacement. Ce mouvement génère des besoins humanitaires dans ces zones de retour car ces personnes ont quasiment tout perdu lors des violences qui ont émaillé la région.

OCHA estime que la crise du Kasai avait occasionné le déplacement de 1,4 million des personnes tant à l'interne que dans les provinces limitrophes affectant ainsi un total de 9 provinces sur les 26 que compte la RDC. Cinq mois après le lancement de l'appel d'urgence pour cette crise, les acteurs humanitaires ont reçu près de 24 millions de dollars américains sur les 64,5 millions demandés en avril dernier, soit 37 % de financement reçu. La communauté humanitaire est en attente des promesses de financements faites ces dernières semaines par certains bailleurs.

Demain jeudi 21 septembre, le monde va célébrer la journée mondiale de la paix. Le thème de la célébration cette année est "Ensemble pour la paix : respect, sécurité et dignité pour tous".

Dans son message à la communauté internationale, la Directrice générale de l'UNESCO, Mme Irina Bokova, peint un tableau sombre de la situation actuelle du monde confronté à des défis inédits et à des obstacles complexes et puissants. Mme Bokova met en exergue l'esprit de l'appel du Secrétaire général de l'ONU, M. Antonio Guterres, invitant à renforcer une fois de plus la prévention au service de la paix, en rassemblant les gouvernements et la société civile, ainsi que les organismes internationaux et régionaux. « Partout dans le monde, indique Madame Bokova, le changement s'accélère – notre objectif doit être de le contenir dans les limites des droits de l'homme, de l'orienter positivement pour façonner un avenir plus juste, plus inclusif et plus durable. »

Le texte intégral du message de la Directrice générale de l'UNESCO vous sera distribué à la fin de la conférence de presse.

Par ailleurs, dans le cadre de la célébration de la journée mondiale de l'accès universel à l'information le 28 septembre prochain, le Bureau de l'UNESCO à Kinshasa organisera ce jour une rencontre d'échange intitulée « Débats du Programme International pour le Développement de la Communication : Promouvoir la culture de la paix et le développement durable à travers l'accès à l'information ». Cet événement a pour but de souligner l'importance de l'accès à l'information dans tous les efforts de promotion de la paix dans le monde.

Signalons enfin, que l'UNESCO a procédé, les 14 et 15 septembre dernier, au lancement du projet « Appui à la sécurisation des journalistes en RDC ». Ainsi, pour la première fois, des journalistes et des délégués des forces de l'ordre, de défense et de sécurité ont réfléchi sur les moyens de parvenir à une amélioration des relations, entre les forces de sécurité et les journalistes. Les participants ont sanctionné cette table ronde d'une motion de soutien, au Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, lui demandant « d'accélérer le processus de création d'un poste de « protecteur des journalistes à l'ONU ».

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

Le communiqué de presse relatif à cette table ronde est disponible et vous sera également distribué à la fin de la conférence de presse. Voilà tout pour aujourd'hui.

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Merci Joseph. Nous arrivons maintenant à la session des questions et réponses. Avec à mes côtés le Général Commins et Jose Maria Aranaz. C'est parti pour deux questions ici à Kinshasa.

### Question 1

**Papy Bwene, /Congo Infos :** Je viens d'entendre comment Monsieur nous a expliqué le retour des Kasaiens qui avaient fui les troubles. Qu'est-ce que la MONUSCO a prévu comme aide pour accompagner les Kasaiens qui rentrent dans leur village d'origine ?

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Je passe la parole à notre collègue Joseph Mankamba de OCHA. En effet, les questions humanitaires relèvent plutôt de l'équipe de pays.

**Représentant de l'équipe pays des Nations Unies [Joseph Mankamba] :** Comme on le disait, les fonds qui ont été reçus sont affectés à des projets d'assistance en faveur de ces déplacés du Kasai. Dès le départ, les financements qui avaient été reçus étaient en rapport avec le mouvement des déplacements mais comme ces populations sont en train de revenir, je pense que, au nom de la flexibilité, les acteurs humanitaires pourront voir de quelle manière ils peuvent redéfinir l'intervention pour orienter cette assistance plutôt vers les personnes qui sont en train de revenir. Et comme on l'a dit, il y a encore beaucoup de besoins car on n'en est qu'à 37 % du financement jusque-là sur les 64,5 millions requis pour assister ces vulnérables de la crise du Kasai.

### Question 2

**Venant Vudisa/RTNC :** Mon Général, par rapport aux affrontements survenus à Kamanyola dans la province du Sud-Kivu qui ont coûté la vie à 38 réfugiés burundais, les uns pointent du doigt les groupes armés qui sont dans cette région et d'autres pointent du doigt les forces régulières. Selon vos investigations, qui sont les auteurs de ces massacres et qu'est-ce qui pourrait motiver ce genre de massacres qui discréditent quand même la crédibilité de notre pays ?

**Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO [Général Bernard Commins] :** Comme vous le savez, nous avons actuellement une enquête qui est en cours sur ce qui s'est passé dans cette région. Monsieur le Représentant spécial adjoint Gressly était sur les lieux dès le lendemain ou le surlendemain.

Il y a eu, à l'évidence, un usage disproportionné de la force par les forces de sécurité, ce qui a été mentionné dans le communiqué qui a été émis par M. Maman Sidikou, le Représentant spécial. Donc

#### Contacts :

**MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

c'est un fait que nous avons observé et qui est une réalité. Je rappelle que, même en état de légitime défense, tout homme, toute force, investis d'une responsabilité de protection, doit user de cette force de manière proportionnelle et justement adaptée à la menace à laquelle elle fait face.

Le second point, pourquoi il y a eu ce que vous avez appelé un massacre, les circonstances sont actuellement en cours d'examen par les équipes que nous avons envoyées sur place pour mieux déterminer l'origine de ce qui s'est passé. Mais je vous renvoie également à un certain nombre d'articles qui ont été publiés dans la presse nationale et qui décrivent les choses telles que vous et nous, nos auditeurs et les lecteurs de la presse en ont eu connaissance jusqu'à présent.

Voilà ce que je peux vous dire pour répondre à votre question.

### Question 3

**Jérémie Kihambu/ Radio Tayna (Goma) : Nous avons appris et vous l'avez annoncé avec pompe qu'il y aura une réunion spéciale par rapport à la RDC au Conseil de sécurité des Nations Unies à New York. Que peut-on retenir par rapport à ça ?**

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** En effet, clarifions les choses, je l'ai dit dans mes propos liminaires, donc je vais résumer : C'est une réunion qui s'est tenue hier à New York en marge de la 72e session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

C'est une réunion qui était consacrée à la République démocratique du Congo avec des participants des Nations Unies évidemment puisque cette réunion était à l'initiative des Nations Unies, d'organisations régionales comme l'Union africaine, l'Union européenne, la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale, la SADC, la Conférence internationale pour la région des Grands lacs, l'Organisation internationale de la francophonie. Et à cela, il faut ajouter les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et également un représentant des Pays-Bas. Ça, c'est pour la participation.

A l'ordre du jour, il s'agissait de discuter de la mise en œuvre de l'accord de la Saint Sylvestre et, comme je vous l'ai annoncé un peu plus tôt, les participants ont réaffirmé le rôle central de l'accord du 31 décembre et ont appelé à sa mise en œuvre intégrale afin d'arriver au but que nous recherchons tous, à savoir, celui de la tenue d'élections libres, justes, crédibles, transparentes et pacifiques.

Pour pouvoir faciliter ce processus, ils ont retenu l'idée d'une approche coordonnée qui impliquerait à la fois les Nations Unies, l'Union africaine, l'Union européenne, l'Organisation internationale de la francophonie et la SADC qui pourraient venir en soutien à la CENI.

Pour ce faire, une équipe d'experts va être constituée et va regrouper des experts de ces différentes organisations qui seront chargées de faciliter le soutien nécessaire à la fois politique, technique, financier et logistique.

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

Voilà ce qu'il faut retenir essentiellement de cette réunion. Le reste, comme je vous l'ai dit, vous sera distribué à la fin de cette conférence.

### Question 4

**Benjamin Muloba /Journaliste indépendant (Goma) :** Que peut-on dire de la politique de la MONUSCO concernant l'employabilité des jeunes du territoire de Masisi à travers leur recrutement dans des ONG et associations à hauteur de 50 % parce qu'à présent ils sont en train de manifester et de barricader la route Goma-Sake. Ils empêchent même la circulation des véhicules de la MONUSCO depuis plusieurs mois.

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** En effet, mes collègues ont attiré mon attention sur cette information. C'est une affaire qui concerne nos collègues de l'UNOPS. L'UNOPS nous dit avoir tenu ses engagements d'employer au moins 50 % de personnes recrutées localement. Voilà ce qu'on peut dire.

Nous sommes au courant. Voilà la réponse que UNOPS nous a apportée.

### Question 5

**Flavien Musans/ Planète TV :** Je reviens sur la situation qui s'est passée à Kamanyola. Sur le plan humanitaire, le gouvernement accuse les réfugiés qui hébergeaient des éléments des groupes armés. Quelle est la réaction du HCR suite à ce problème ?

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Notre collègue Simon Lubuku du HCR est présent dans la salle. Il va répondre à cette question.

**Chargé de communication du HCR [Simon Lubuku]:** Vous parlez des accusations. Comme on a dit tout à l'heure, nous sommes en pleine période d'investigation. Donc, il serait difficile maintenant et aujourd'hui de dire, de confirmer ce que vous venez de dire. Juste pour information, le HCR n'est pas présent à Kamanyola. Nous avons un bureau à Uvira et à Mboko. Donc, la situation des réfugiés et des demandeurs d'asile à Kamanyola, nous suivons au loin. Donc, pour l'instant, on ne sait pas confirmer ou infirmer cette information par rapport à la présence des éléments armés.

### Question 6

**Laetitia Masela/ RTNC 2 :** Je pose ma question toujours à Simon. Le cas des réfugiés burundais au Sud-Kivu est préoccupant. La fixation du site de refuge est-il tributaire de la volonté des réfugiés ou du HCR ?

**Chargé de communication du HCR [Simon Lubuku]:** La situation des réfugiés sur le site ? D'abord, il faut savoir que lorsque les réfugiés arrivent dans un pays, il faut les mettre dans un périmètre

#### Contacts :

**MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01





## Organisation des Nations Unies

de sécurité loin de la frontière et c'est le gouvernement qui donne le lieu pour installer un site ou un camp de réfugiés et le HCR, qui appuie le gouvernement, vient avec tout ce qui est nécessaire pour une vie dans un site ou dans un camp. Maintenant, les réfugiés sont aussi libres d'aller ou de ne pas aller vivre sur les sites, selon leurs besoins ou selon les affinités. Parce que généralement, les réfugiés quand ils arrivent, ils trouvent des populations frères, sœurs de l'autre côté de la frontière.

Donc, ils sont libres de rester ou de ne pas rester sur le camp. Mais lorsque l'assistance est organisée dans le camp, c'est pour que tous les réfugiés puissent se retrouver dans le camp pour une meilleure gestion. Donc, les réfugiés sont, dans une certaine mesure, libres de vouloir aller ou de ne pas aller dans le camp, mais lorsque le gouvernement décide et l'assistance est prévue dans le camp, il est bon pour eux de se retrouver dans le camp.

### Question 7

**Victoire Muliwavio/ Radio Télévision Graben (Goma) : Ma question est adressée à vous, Mme Florence. Il y a des polémiques autour d'un probable troisième dialogue en RDC. Pendant ce temps, la MONUSCO insiste sur la mise en application de l'Accord de la Saint –Sylvestre, d'un côté et, de l'autre, elle est en train de vouloir accompagner le processus d'un probable troisième dialogue. Qu'est ce qui explique cette contradiction ou ce paradoxe dans votre chef ?**

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Je ne vois pas de paradoxe dans la manière avec laquelle nous mettons notre mandat en œuvre. Pour rappel, tout ce qui se fait en République démocratique du Congo a son origine dans les mandats qui nous sont donnés par le Conseil de sécurité des Nations Unies.

Actuellement, nous travaillons avec la résolution 2348 qui a été adoptée fin mars de cette année. Que nous dit cette résolution ? Entre autres choses, elle nous demande de soutenir la mise en œuvre complète de l'Accord de la Saint Sylvestre. Et ce soutien demandé par les Etats- membres a été, comme je l'ai annoncé en début de conférence, réitéré hier lors d'une réunion à New York où toutes les parties prenantes au dossier congolais, une fois de plus, ont réaffirmé le besoin de mettre en œuvre cet Accord. Et mettre en œuvre cet Accord, qu'est-ce que ça signifie ? Ça signifie aller vers des élections libres, apaisées et justes, le plus rapidement possible.

### Question 8

**Arsène Kambere/ Mishapi Voice TV (Goma) :** Je reviens sur cette question épineuse des réfugiés burundais. Selon certains réfugiés burundais contactés ici à Goma, ils se disent vivre dans des conditions précaires. Ils errent ici et là. Et il n'y a pas tellement un accompagnement. Ils craignent pratiquement pour leur sécurité et ils voudraient, bien sûr, regagner leur pays d'origine. Au fait, que prévoit le HCR quant à ce ?

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal]** : Alors, avant de donner la parole à mon collègue du HCR, je tiens à préciser que tout de suite après les affrontements meurtriers de vendredi, la MONUSCO s'est mobilisée afin d'apporter assistance à ces réfugiés, à ces demandeurs d'asile en apportant une protection à ceux d'entre eux qui sont venus s'installer à proximité d'une base de la MONUSCO.

Nous avons procédé à l'évacuation des blessés, nous avons prodigué les premiers soins et nous avons fourni de la nourriture et de l'eau. Egalement, comme nous l'avons dit aujourd'hui aussi, le Représentant Spécial adjoint de la mission s'est rendu sur place dès lundi afin de travailler sur une médiation entre les communautés et de trouver une solution à moyen terme à cette situation.

Donc, voilà ce que je peux dire du côté MONUSCO, mais Simon du HCR va me compléter.

**Chargé de communication du HCR [Simon Lubuku]**: En plus de l'appui médical, on va dire que le HCR qui n'était pas présent au niveau de Kamanyola a dépêché une équipe. Nous avons des collègues qui sont sur place pour suivre la situation. Nous avons envoyé des bâches, comme on a dit que la situation est précaire. Nous avons envoyé des bâches pour les réfugiés qui sont à l'extérieur de la base de la MONUSCO.

Deux cents bâches ont été distribuées. Deux cents autres sont en route pour être distribuées. Les collègues du HCR ont rendu visite aux réfugiés demandeurs d'asile qui sont en détention pour essayer de parler avec eux et apporter un appui psycho-social à ces réfugiés. Nous sommes en train de sensibiliser sur l'intérêt et l'avantage de l'enregistrement biométrique et de la relocalisation. Ça c'est très important par rapport à ce groupe de réfugiés qui était à Kamanyola.

Maintenant, il y a une autre partie de la question par rapport au rapatriement, l'heure n'est pas à la promotion du rapatriement, les conditions ne sont pas réunies pour parler de rapatriement maintenant. On ne parle pas de rapatriement maintenant. Mais, toutefois, s'il y a un réfugié ou un groupe de réfugiés qui veulent, de manière volontaire, retourner chez eux et que le HCR est informé, nous allons voir sans promouvoir, voir comment les aider à repartir. Mais pour l'instant, on ne parle pas de rapatriement des réfugiés burundais.

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal]** : Et pour être complet sur la question, je m'adresse à Jose Maria Aranaz qui va nous donner le point de vue des droits de l'homme par rapport à cette situation.

**Directeur du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme [Jose Maria Aranaz]** : Oui, comme le Général l'a bien dit et aussi le représentant du HCR, les événements à Kamayola sont très sérieux. L'usage excessif de la force qui a été bien documenté doit être investigué. Nous pensons qu'une enquête est importante pour établir pas seulement les faits mais aussi les raisons de cet usage excessif récurrent par les forces de l'ordre et de sécurité.

---

### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies** : Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

Nous sommes en train de préparer notre rapport et nos recommandations qui tablent sur la question de responsabilité, de commandement dans les unités militaires. C'est inacceptable que les réfugiés soient tués même s'il y avait des circonstances qui pouvaient justifier une certaine réponse toujours proportionnelle aux risques qui les ont poussées.

### Question 9

**Guy Wolome/ RTNC 2 : Florence ou Joseph, il y a de cela deux jours la ville de Kinshasa a vécu sous la psychose, la panique des parents qui allaient chercher les enfants des écoles parce qu'un groupe de personnes pénétrait dans les écoles privées et sortait de force les élèves. Avez-vous un bilan de ces événements et quelle est la lecture de la MONUSCO face à ces incidents. Enfin, peut-on connaître l'identité des assaillants ?**

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Effectivement ce sont nos collègues des droits de l'homme qui nous ont apporté des informations, donc Jose Maria va pouvoir me compléter.

Je peux juste vous donner les faits, effectivement des étudiants dont les cours sont suspendus car les professeurs sont en grève depuis quelque temps se sont rendus dans plusieurs écoles situées aux alentours du campus et du Rond-point Ngaba pour forcer les élèves à faire grève. Un mouvement de panique s'en est alors suivi, accompagné de rumeurs d'attaques à l'encontre de plusieurs écoles de la ville.

Alors, de nombreux parents d'élèves sont venus récupérer leurs enfants des établissements scolaires et les écoles ont été vidées dans une atmosphère de panique générale. Des agents de la PNC sont intervenus dans certaines écoles, notamment à Nkitambo, pour calmer la situation mais aucun incident n'a été rapporté.

**Directeur du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme [Jose Maria Aranaz] :** Rien à ajouter. Vous avez parlé de psychose, je pense [qu'il s'agit d'] une réponse à l'état de nervosité qu'il y a en général mais nous n'avons pas enregistré d'incidents même si cela a été rapporté dans les médias mais on ne peut pas confirmer.

### Question 10

**Yannick Mulengo / Canal Kin Télévision : Avant-hier l'opposition congolaise, la société civile ainsi que le mouvement citoyen Filimbi ont signé un communiqué dans lequel ils demandent une transition sans Kabila. Quelle analyse faites-vous ?**

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal]** : D'abord nous ne commentons pas les communiqués des différents acteurs de la vie politique et civile de la RDC. Concernant la transition, je crois que nous nous sommes déjà exprimés à ce sujet dans cette conférence, nous, et c'est encore plus d'actualité aujourd'hui avec la réunion de hier à New York, nous soutenons la mise en œuvre de l'accord du 31 décembre et, si vous relisez bien cet accord, cet accord ne fait pas mention d'une transition.

### Question 11

**Papy Okito / Echo d'opinion (Goma)** : Mon Général, je ne sais pas si on peut encore répéter les questions que l'on a déjà posées mais c'est par rapport aux militaires de la MONUSCO, qui sont jusque-là comme en temps de paix ici en RDC alors que les groupes armés sont en train de semer la terreur dans les villages. Eux ils sont toujours dans les villes et hormis à Beni où les Tanzaniens sont en train d'appuyer un tout petit peu, est-ce qu'aujourd'hui on peut dire que la RDC a encore besoin vraiment des militaires de la MONUSCO ?

**Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO [Général Bernard Commins]** : Le fait que nous ayons perdu un soldat tanzanien cette semaine alors qu'il se portait au secours de nos partenaires militaires congolais qui étaient attaqués par un mouvement armé prouve, je crois, que nous sommes loin d'être dans une situation où nous nous contentons d'observer ce qui se passe. Donc je ne peux pas souscrire à, je dirais, l'analyse que vous en avez faite. Je dois dire également ce que vous ne voyez pas parce que c'est le travail quotidien que nous faisons.

Dans bien des cas, dans bien des circonstances, grâce au réseau d'alertes qui existe, grâce aux appels que nous recevons soit de représentants de la société civile, soit de nos partenaires militaires congolais, soit d'autres, nous avons tous les jours, tous les jours, des unités qui quittent précipitamment leur base pour aller se porter au-devant d'une situation potentiellement dangereuse où nous risquons d'avoir des civils tués dans des affrontements inter-ethniques. Et donc ce sont des choses que nous ne voyons pas puisque nous ne communiquons pas, je dirais, sur toutes ces actions que nous faisons au quotidien.

C'est toujours très difficile de mettre en valeur ce qui se passe bien et je comprends qu'on puisse regarder plus aisément ce qui semble ne pas bien marcher. Et donc, je répète, la MONUSCO a une mission ici, nous la remplissons conformément au mandat qui nous a été confié et nous regrettons, et je salue la mémoire de ce soldat qui est mort, dans l'exécution de son mandat cette semaine.

### Question 12

**Le Petit Baende/ L'Avenir** : J'ai une seule préoccupation concernant la politique. En fait vous avez parlé de la mise en œuvre de l'accord de la Saint-Sylvestre, pensez-vous vraiment que cette mise en œuvre sera effective parce que le pouvoir en place ne donne pas vraiment l'impression de mettre en œuvre cet accord et la MONUSCO dont la mission est donnée de suivre cette mise en œuvre de cet accord, cette fois-ci, va-t-elle négocier cette mise en œuvre

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) : tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

ou va faire pression sur le Gouvernement parce que la MONUSCO donne toujours l'impression de ne pas vraiment faire pression sur le Gouvernement ?

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** Une fois encore ce n'est pas à la MONUSCO de décider de ce qu'elle doit faire mais elle agit en fonction du mandat qui lui est confié. A la réunion hier de New York, les participants, parmi lesquels je vous le rappelle, le Ministre des Affaires étrangères de la République démocratique du Congo, se sont entendus pour la mise en œuvre de cet accord.

Vous le savez, la mise en œuvre de cet accord est un processus, donc pour l'instant on n'est pas encore arrivé au bout de sa mise en œuvre et donc nous, oui, en fonction du mandat qui nous est confié qui est de soutenir la mise en œuvre de cet accord, nous ferons tout notre possible pour qu'effectivement il soit mis en œuvre dans son intégralité avec toujours l'objectif d'arriver à des élections libres, justes et apaisées, à apporter la paix et le développement dans ce pays et pour cela nous serons tous engagés, le Représentant spécial du Secrétaire général continuera ses bons offices, il les continue, il est à New York actuellement, et nous allons tous dans cette même direction et nous voulons tous atteindre ce même objectif.

### Question 13

**Frédéric Feruzi/ Radio Sauti ya Indjili (Goma) :** Ma question s'adresse au Général Commins. C'est au sujet de la rentrée scolaire qui reste paralysée dans le sud du territoire de Lubero. Il y a des sources de la société civile qui racontent que les FARDC que vous accompagnez, attaquent les positions des miliciens, ils les délogent et puis, le lendemain ils se retirent. C'est devenu comme un jeu de ping pong en fait. Est-ce que vous êtes informés de cette situation de l'éducation deux semaines après la rentrée, est-ce que vous essayez également de faire quelque chose ?

**Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO [Général Bernard Commins] :** Merci pour cette question. Je n'ai pas d'informations précises sur la préoccupation que vous évoquez suite à la rentrée scolaire. Ce que je peux vous dire c'est que, les militaires congolais avec lesquels nous travaillons, dans la mesure où nous avons une présence militaire de la MONUSCO à proximité, nous faisons tout ce qu'il faut pour les appuyer, pour les épauler dans leur action au quotidien pour sécuriser les populations qui sont victimes des violences des groupes armés.

Avec l'état-major congolais, nous avons un dialogue extrêmement soutenu et régulier où nous identifions ensemble quels sont les endroits où nous estimons qu'il serait sans doute nécessaire d'avoir davantage de forces présentes. Ce dialogue est actuellement en cours, je sais qu'il y a des réflexions qui ont lieu actuellement pour pouvoir envisager de peut-être renforcer telle ou telle zone.

Voilà ce que je peux dire en réponse à votre question. Nous restons aux côtés de nos partenaires militaires congolais. Nous n'avons pas vocation à nous substituer à leur responsabilité mais nous avons

#### Contacts :

**MONUSCO :** Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

**Equipe-Pays des Nations Unies :** Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01



## Organisation des Nations Unies

pour mission, je dirais, d'épauler ceux qui sont sur le terrain en ayant ce dialogue que j'évoque avec les autorités ici à Kinshasa pour compléter leur connaissance de la situation et voir comment nous pouvons les aider.

### Question 14

**Patient Ntabanabo/ RTR Beni :** Ma question s'adresse au Général. Depuis que la MONUSCO est arrivée dans les territoires de Beni, Lubero, on constate qu'il y a multiplicité de groupes rebelles plus qu'avant qu'elle ne soit là. Qu'est ce qui explique cela mon Général ? Mais aussi, de Beni jusqu' à Kasindi et Kiavinyonge où il y a eu attaque des groupes Mayi Mayi, il y aurait noyade de certaines personnes, on parle même de morts. Est-ce que la MONUSCO pense installer une base là-bas parce que jusque-là il n'y a pas assez d'effectif de notre armée sur place ?

**Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO [Général Bernard Commins] :** Vous l'avez dit, il y a sans doute besoin d'avoir un niveau d'effectif des forces armées congolaises supérieur à celui qui existe aujourd'hui et c'est l'objet d'une discussion que nous avons avec l'état-major. Maintenant faire un lien entre la multiplicité des groupes armés et la présence de la MONUSCO, je pense que ce n'est pas exactement de cette manière qu'il faut voir les choses.

D'abord, est-ce que ce sont des groupes armés qui se multiplient ou est-ce que ce sont des groupes armés qui se divisent et qui ont donc de nombreuses petites factions qui émergent ? On peut voir les choses aussi de cette manière-là. Le fait est que, oui, cette zone qui reste extrêmement fragile, elle reste extrêmement sensible. C'est bien la raison pour laquelle nous avons toujours des opérations qui y sont conduites et c'est la raison pour laquelle la FIB a cette zone d'action de manière prioritaire.

Aussi longtemps que la MONUSCO sera présente, et aussi longtemps que ce seront les termes du mandat que nous avons aujourd'hui, nous continuerons à mener des actions contre ces groupes armés. Cela ne doit faire aucun doute pour personne. Nous le ferons soit seuls ou nous le ferons en liaison dans des opérations conjointes avec les forces armées congolaises. Je peux simplement vous dire que nous avons en permanence des opérations qui sont préparées, je pense même que parfois ceux qui peuvent être la cible de nos opérations sentent venir le vent du boulet et que cela, je dirais, perturbe leurs intentions.

Voilà simplement ce que je peux dire.

**Porte-parole par intérim de la MONUSCO [Florence Marchal] :** C'était la dernière question de cette conférence de presse, merci aux auditeurs de l'avoir suivie, merci aux journalistes d'y avoir participé, merci aux invités d'être venus, à la semaine prochaine, bonne semaine.

---

#### Contacts :

**MONUSCO** : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : [bambara@un.org](mailto:bambara@un.org) ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Florence Marchal, Porte-parole a.i. : [marchalf@un.org](mailto:marchalf@un.org) ; tél. +243 81 890 51 23 ; mobile : +243 997 06 9920

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : [monusco-hq-mpiochief@un.org](mailto:monusco-hq-mpiochief@un.org) Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : [lukokiikola@un.org](mailto:lukokiikola@un.org) – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Joseph Mankamba Dibaya : [mankambadibaya@un.org](mailto:mankambadibaya@un.org) - tél +243 81 709 68 01